

La politique néo-ottomane en Afrique : sincère ou intéressée ?

Emmanuel DUPUY | Président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE).

La tenue du 3^e Sommet du partenariat Turquie-Afrique, du 16 au 18 décembre 2021, à Istanbul, sous l'égide du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et du président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, assumant jusqu'à février 2022, la présidence tournante de l'Union africaine (UA), est venue confirmer l'ambition « gargantuesque » et démesurée de la Turquie sur le continent africain.

Les sommets multilatéraux dédiés à l'Afrique se multiplient, à l'instar des plus anciens, tels que le Forum de coopération Chine-Afrique (Focac) dont la 8^e édition s'est tenue à Dakar, fin novembre 2021, ou encore de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD) lancé en 1993.

Tout le monde semble ainsi vouloir « son » sommet avec le continent africain, à l'aune des plus récents : *Compact with Africa* proposé par l'Allemagne, *UK-Africa Investment Summit*, *India-Africa Forum Summit*, *US-Africa Leaders Summit* ou encore la seconde édition du *Russia-Africa Summit*, qui se tiendra, en novembre 2022 à Saint-Petersburg.

L'« africanisation » de la politique étrangère turque à un rythme soutenu

La Turquie avait d'ailleurs fait de 2005, l'année de l'Afrique. L'UA l'avait désigné, en retour, en 2008, comme « partenaire stratégique ». Alors qu'Ankara ne disposait, en 2002, que de 12 représentations diplomatiques parmi les 54 États africains, ce sont désormais 44 ambassades turques qui sont ouvertes, avec l'ambition d'en disposer de 49, d'ici 2030.

La Turquie peut aussi compter sur ses 26 offices commerciaux établis en Afrique pour relayer ses ambitions économiques pour un continent rendu encore plus attractif par la mise en place – effective depuis janvier 2021 – de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Pas moins de 16 chefs d'États, 102 ministres et de nombreux chefs d'entreprise et universitaires venus de 40 pays d'Afrique ont ainsi participé au récent Sommet d'Istanbul, placé sous l'égide du « Partenariat renforcé pour le



développement commun et la prospérité ». Ce troisième Sommet conforte ainsi l'ancrage africain de la Primature (2003-2014) puis Présidence de Recep Tayyip Erdogan (depuis août 2014). Ce dernier s'est ainsi rendu dans une trentaine de pays. Son 50^e déplacement – depuis 2004 – l'ayant amené en octobre 2021 en Angola, Nigeria et Togo, confirme la nouvelle double stratégie d'Ankara : celle de se positionner désormais sur la façade atlantique et plus spécifiquement dans les pays bordant les rives du golfe de Guinée, et ce, à l'aune de l'intensification du trafic maritime et d'hydrocarbures, dont Ankara souhaite bénéficier. Il en va ainsi du Togo, du Nigeria et de l'Angola, en particulier.

Par ailleurs, l'autre pilier de la stratégie de conquête africaine de la Turquie réside à pousser son avantage auprès de pays où la présence française, européenne et occidentale semble mise en échec, tout au moins interrogée par des jeunesses exclues du développement asymétrique des économies ouest-africaines. C'est le cas du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Bénin ou encore du Mali.

La Turquie à l'écoute opportuniste de la crise de gouvernance sur le continent africain

Ce repositionnement géographique ne saurait néanmoins faire publier l'ancrage traditionnel d'Ankara dans la Corne de l'Afrique, à l'instar de son influence historique en Somalie, en Éthiopie et à Djibouti.

La politique afro-orientale du président Erdogan s'explique, il est vrai, aussi, vis-à-vis des concurrences de *leadership* dans la région, à l'instar du rôle de mentors que les princes héritiers saoudien, Mohammed ben Salmane (MBS) et émirien, Mohammed ben Zayed, souhaitent incarner auprès des putschistes soudanais, les généraux Abdel Fattah Al-Burhan et Mohamed Hamdan Dogolo, plus connu sous le nom de « *Hemidti* » aux détriments du Premier ministre démissionnaire, Abdallah Hamdok. Nul étonnement, dès lors, que le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlüt Cavusoglu ne se soit montré insistant pour la tenue des élections qui conforteraient les civils soutenus par Ankara, contre les militaires, soutenus par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU).

Par ailleurs, au Maghreb, outre la Tunisie et la Libye – du moins – dans sa partie occidentale (en Tripolitaine), le passé ottoman, qui fut – faut-il le rappeler aux esprits chagrins – puissance coloniale pendant près de quatre siècles jusqu'au démantèlement de l'Empire ottoman (1920), agit parfois comme une contre-argumentation anticoloniale européenne, singulièrement française. La polémique née de la référence par Emmanuel Macron d'une colonisation ottomane que semblent oublier opportunément Algériens et Tunisiens, Tunis fut conquis par les Ottomans en 1574, est venue conforter un autre volet de l'inimitié entre la France et la Turquie le long des côtes sud de la Méditerranée.

Même l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi, avec qui les relations se sont notablement détériorées avec la chute du président Mohamed Morsi, en juillet 2013, sur fond d'accusation du nouveau Président égyptien de compromission frère-musulmane entre Morsi et Erdogan, semble vouloir désormais renouer avec la Turquie.

La Turquie dont la balance commerciale ne portait que 5,3 milliards de dollars en 2003, avoisine désormais, en 2020, 25,3 Md\$ et ambitionne déjà de viser les 50 Md d'ici 2030. Les promesses d'investissements turcs dans les secteurs de la sécurité, des infrastructures routières, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur devraient aisément permettre à Ankara d'atteindre cet objectif.

L'agenda d'Ankara au diapason des dynamiques sécuritaires continentales

Alors que la Russie poursuit également son ancrage africain, en amont de la seconde édition du Sommet Afrique-Russie, la Turquie cherche autant à développer son *Soft Power* qu'à renforcer ses relations économiques et militaires, notamment à travers une certaine forme de *Drone Diplomacy*, d'autant plus facile à mettre en œuvre que ses drones Bayraktar TB2 ont largement prouvé leur efficacité sur le théâtre libyen, séduisant de plus en plus de pays nord-africains et sahéliens, aux prises avec des Groupes armés terroristes (GAT) qui rêvent, eux aussi, d'en disposer, face aux forces armées locales, opérations internationales, européennes et missions onusiennes.

Dans la foulée, verra-t-on demain la Société militaire privée (SMP) turque Sadat rivaliser et éventuellement compléter la panoplie hybride de la Russie *via* Wagner, au Mali, comme elle semble déjà avoir l'ambition de le faire en Libye ? Il existe, d'ores et déjà, une coopération bilatérale militaire et sécuritaire solidement ancrée avec des pays comme l'Algérie, le Burkina Faso ou encore le Togo.

C'est en tout cas une crainte avérée que Paris et les autres capitales européennes regardent avec vigilance à l'aune des ingérences turques avérées en Libye et envisagées en Afrique de l'Ouest dans les pays de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Une *Soft Policy* traditionnelle endurcie et politisée sous la présidence Erdogan

Cette *Soft Policy* se confirme aussi par l'attractivité de son modèle universitaire et économique qui attire désormais de plus en plus de jeunes Africains dans les universités de Turquie.



Mais, incontestablement, le coup de maître du président Erdogan aura été de conforter la légitime demande d'une meilleure visibilité et légitime représentativité continentale au sein des instances onusiennes, en appuyant sensiblement, la demande d'une place africaine comme membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce que plus aucun État européen ou occidental ne pense à brandir ouvertement.

Enfin, la Turquie et la Russie, en surfant d'évidence sur la francophobie ambiante quoiqu'instrumentalisée et en s'appuyant sur la remise en cause de la « centralité » occidentale, semblent jouer très finement auprès d'opinions publiques africaines en quête de nouveaux modèles, qu'ils soient incarnés ou idéalisés. Reste désormais à savoir si Ankara veut porter le fer, systématiquement là où ses adversaires semblent en difficulté sur le continent africain, parmi lesquels, la France figure en bonne place, il va sans dire.

De facto, surfant sur cette réalité peu agréable pour Paris, mais bien réelle, Moscou et Ankara semblent ainsi user de la même stratégie « hybride » pour prendre l'ascendant ou tout au moins offrir une altérité dans le « cœur et les esprits » des populations africaines, dont la France n'a pas su entendre les vibrantes aspirations pour l'alternance démocratique et le renouveau générationnel politique.

La nature a horreur du vide, en général, en Afrique, aussi... ♦